

**Brexit - Migrations - Italie -
Francophonie - Arabie saoudite -
Traité UE/Canada - Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "Public Sénat" - extraits**
(Paris, 15 octobre 2018)

Q - L'invité politique en direct, ce matin, sur ce plateau, c'est Jean-Baptiste Lemoyne. Bonjour.

R - Bonjour.

Q - Vous êtes le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, enfin, on ne sait pas pour combien de temps, on va en parler dans un instant. Pour vous interroger à mes côtés, ce matin, Oriane Mancini, de Public Sénat, Bonjour Oriane. Et bonjour Pascal Jalabert. Vous représentez le groupe EBRA, neuf journaux de la presse quotidienne régionale sur ce plateau.

(...)

Q - On va aller sur le domaine international, qui est le vôtre, le Brexit, semaine cruciale avec le sommet européen jeudi, vendredi, la France est-elle prête s'il n'y a pas d'accord ?

R - Bien sûr, point numéro un, nous souhaitons obtenir un accord, Michel Barnier est missionné et fait un travail fantastique, mais ce n'est pas évident...

Q - Alors, cela semble compromis, vous y croyez encore à cet accord ?

R - Il y a un rendez-vous mercredi et jeudi, le Conseil européen à Bruxelles. Mais le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a d'ores et déjà annoncé que, pour lui, si ce n'est pas cette semaine, il y avait encore le mois de novembre pour y arriver. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut se préparer à toutes les situations, gouverner, c'est prévoir.

Donc, même si nous souhaitons un accord, il faut se préparer au fait qu'il n'y en ait pas et, de ce point de vue-là, le gouvernement a présenté au Conseil des ministres, le 3 octobre dernier, un projet de loi d'habilitation nous permettant de prendre par ordonnances toutes les mesures nécessaires tout simplement pour faire en sorte qu'un Français résidant en Grande-Bretagne qui voudrait revenir puisse faire valoir ses titres universitaires britanniques, que tout

simplement, en matière de continuité des transports dans le tunnel sous la Manche, les trains ne soient pas arrêtés en plein milieu à cause, voilà, tout simplement de ce hard Brexit. Donc tout cela, nous nous y préparons...

Q - Projet de loi sur lequel, le Conseil d'Etat a émis quelques réserves, est-ce que cela vous inquiète ?

R - J'ai regardé de près. En réalité, le Conseil d'Etat a lui-même nuancé ses réserves en disant qu'il comprenait que tous les éléments ne puissent pas être présents dans le projet de loi initial, compte tenu des enjeux de négociation. C'est comme si nous mettions sur la table un certain nombre d'éléments et d'équilibres liés à la négociation. Tout cela va être précisé dans la discussion parlementaire.

Q - Les présidents de régions tirent la sonnette d'alarme, notamment Xavier Bertrand et Hervé Morin. Qu'est-ce que l'Etat va faire pour aider les régions à surmonter un Brexit en cas de no deal ?

R - C'est ce que le ministre de l'action et des comptes publics a présenté en Conseil des ministres, il y a dix jours, il nous a dit combien ses services, les douanes, étaient mobilisés pour se préparer à cette hypothèse-là. Notamment, il y a eu l'identification d'un certain nombre d'emprises foncières, pour pouvoir, le cas échéant, mettre en place un certain nombre d'entrepôts, puisque des marchandises vont devoir être vérifiées tout en circulant. Donc, tout cela, ce sont des éléments qui sont pris en compte par les ministres compétents.

Q - Pour rester en Europe, on va passer en Allemagne. Donc, hier, élections dans la région de Bavière, qui est une des plus riches d'Allemagne, revers pour le parti allié d'Angela Merkel, la chancelière est affaiblie, mauvaise nouvelle pour la France ?

R - Ce qui est sûr, c'est que le couple franco-allemand est très important dans cette construction européenne et donc ce couple franco-allemand a besoin d'une France forte et d'une Allemagne forte. Il est vrai que tout ce qui peut induire des interrogations n'est jamais bon, vous le savez, les Allemands ont mis plusieurs mois avant de constituer la grande coalition, c'est un moment où, du coup, nous n'avons pas pu forcément progresser dans les chantiers européens. Mais on est à la croisée des chemins en Europe et donc ce couple franco-allemand doit être plus solide que jamais, et surtout, plus en initiative que jamais. Parce qu'on le voit, en matière par exemple commerciale, on ne peut pas se laisser imposer un certain nombre de décisions par les Etats-Unis.

En matière environnementale, on doit être au rendez-vous des défis, regardez l'état de la planète. De ce point de vue-là, je me réjouis que la semaine dernière, François de Rugy ait trouvé un accord avec ses collègues européens pour que l'on baisse de 35% les émissions de CO2 des voitures d'ici 2030.

Nous avons une vision avec le président de la République qui est celle d'une Europe à la fois audacieuse, qui protège, vous vous souvenez de son discours de la Sorbonne, et donc les

élections européennes, dans quelques mois, permettront, je l'espère, de bien faire en sorte que les peuples européens fassent ces choix-là.

Q - Vous avez parlé du couple franco-allemand, il y avait le trio France-Allemagne-Italie. Or, là, l'Italie est à peu près en désaccord sur tout. Cela dit, elle présente un budget en déficit. On ne fait pas mieux, sur les migrants, on les a quand même laissés tomber pendant des années à gérer tout seul le flot des migrants. Est-ce qu'au fond, on ne fait pas le jeu des populistes ?

R - Vous évoquez le sujet migratoire. Par exemple, ce qui est assez drôle, pardonnez-moi l'expression, c'est de voir Matteo Salvini, ministre de l'intérieur italien, et le président hongrois, se congratuler, s'embrasser alors que c'est parce que la Hongrie a refusé d'accueillir et d'effectuer sa mission de solidarité, que l'Italie s'est retrouvée dans ces situations-là...

Q - On ne les a pas beaucoup aidés les Italiens quand même !

R - Ce que je veux dire, c'est que l'Italie, naturellement, était en première ligne. Mais je crois que, justement, il y a une mission de solidarité européenne qui doit s'exercer pour que ces sujets-là soient réglés, ce n'est pas à l'échelle nationale qu'on arrive à les régler, c'est sûr.

Q - C'est Jean-Baptiste Lemoyne, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, qui est notre invité ce matin. On va parler de Francophonie, vous rentrez d'Erevan, donc une secrétaire générale francophone, Louise Mushikiwabo, une forte tête aux commandes de la Francophonie, c'est ce qu'on entend.

R - Une diplomate de talent. Avoir une femme africaine, c'est une première à la tête de l'organisation internationale de la Francophonie, et au moment où le continent africain représente une part prépondérante de l'espace où l'on parle le français, je trouve que c'est un très beau signal. Je reviens d'Arménie effectivement où j'accompagnais le président de la République et où nous avons tenu ce sommet. C'est un sommet d'espérance, parce que nous allons dans deux ans vers les 50 ans de la Francophonie, et nous avons accueilli quatre nouveaux membres, avec des pays comme la Gambie, l'Irlande Malte et l'Etat de la Louisiane...

Q - C'est le tour de l'Afrique ou pas, là ? C'est le tour de l'Afrique ?

R - Non, mais cela montre quoi ? Cela montre une attractivité de la Francophonie. Il y a des pays qui ne sont pas francophones, je dirais, historiquement, mais qui souhaitent se rallier à la Francophonie et proposer plus d'enseignement de langue française dans leur système scolaire par exemple, parce qu'ils se rendent compte que la Francophonie, c'est un espace considérable de 300 millions de personnes et que c'est un espace d'opportunités pour étudier, pour apprendre, pour travailler.

Bref, je crois que nous, les Français, on se sent très spontanément européens, et mon cri du coeur d'ailleurs, c'est de dire à tous vos auditeurs et téléspectateurs : sentons-nous aussi

francophones, parce que c'est un espace qui a du sens et dans lequel on doit se projeter, dans lequel il y a énormément de choses à accomplir.

Q - Mais le Rwanda est aujourd'hui un pays anglophone, est-ce que cela ne brouille pas le message de la Francophonie ?

R - Non, le Rwanda est un pays plurilingue, on y parle français, on y parle anglais et on y parle le kinyarwanda qui est la langue nationale. Et, vous le savez, le président de la République n'oppose pas les langues les unes aux autres. Il s'agit d'ailleurs la plupart du temps, et c'est ce que nous souhaitons, de favoriser, l'enseignement de deux langues partout dans le monde. Parce que l'on constate que c'est le français qui est le plus souvent choisi comme la deuxième langue. Il y a donc tout un travail, par exemple, pour que la Francophonie puisse peser, à l'UNESCO, à l'ONU, pour obtenir cet enseignement des deux langues étrangères, obligatoires, partout dans le monde.

Q - Vous étiez favorable à l'adhésion de l'Arabie saoudite ou pas, vous-même ?

R - Vous savez, le sujet a été reporté, et on peut bien le comprendre, compte tenu du contexte. L'Arabie saoudite d'elle-même, d'ailleurs, a retiré sa candidature, et maintenant nous avons une réflexion...

Q - Mais vous, vous étiez favorable ?

R - En tous les cas, les derniers événements montrent qu'il y a besoin de gages solides et sérieux parce que la Francophonie, ce sont des valeurs, et naturellement il faut adhérer à tout cela.

Q - Justement, pour parler de l'Arabie saoudite, depuis le 2 octobre, on est sans nouvelle de Jamal Khashoggi, éditorialiste critique du pouvoir saoudien, disparu au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, des informations laissent craindre un assassinat commandé par le pouvoir saoudien. Contrairement à Donald Trump qui promet un châtiment sévère si la responsabilité de l'Arabie saoudite est engagée, les Européens ont une réaction plutôt timorée, pourquoi cette indulgence avec l'Arabie saoudite ?

R - Je ne peux pas tout à fait vous suivre, parce que le président de la République l'a dit il y a quelques jours d'ailleurs à Erevan...

Q - Il attend que la vérité soit faite...

R - Il trouve la situation très préoccupante, il va s'entretenir lui-même avec le président turc, avec le prince héritier et le roi d'Arabie saoudite. Donc la France ne reste pas inerte, parce que le fait d'avoir des journalistes qui puissent exercer leur mission, même s'ils sont critiques, et c'est normal, est essentiel, cela fait partie naturellement des valeurs que nous défendons.

Donc, les Européens ne sont pas restés inertes. Il y a d'ailleurs eu hier une réaction conjointe des ministres des affaires étrangères français, britannique, allemand, justement pour dire les choses de façon très ferme.

Q - En décalage... que la lumière soit faite, sans promettre de sanctions. Est-ce que l'on va continuer à vendre des armes à l'Arabie saoudite ?

R - Mais, vous savez, la France et l'Arabie saoudite n'ont pas des relations économiques qui sont, à ce point-là, privilégiées. L'Arabie saoudite a beaucoup investi dans sa relation avec les Etats-Unis, naturellement... Ce que je veux dire, c'est qu'il peut exister des échanges, mais nous avons des systèmes de contrôle, par rapport à nos ventes d'armes, pour s'assurer que ces armes ne sont pas utilisées sur des théâtres d'opérations comme ceux que vous mentionnez.

Q - Un mot sur le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, il n'est toujours pas ratifié en France, c'est pour quand ?

R - Tout simplement, la représentation nationale, l'Assemblée, le Sénat, ont souhaité avoir une étude d'impact très précise, et ils ont raison. Nous avons donc mandaté le CEPIL, des inspections, pour pouvoir fournir une étude d'impact très solide, très sérieuse, pour voir quels sont les impacts.

En tous les cas, ce qu'on peut voir au bout d'un an d'application provisoire, c'est que les filières agroalimentaires françaises ont profité à plein par exemple dans le secteur du lait, dans le secteur des vins et spiritueux. Il y avait des craintes sur le secteur bovin, ces craintes n'ont pas été réalisées. Aujourd'hui, le Canada n'est pas outillé pour répondre à la demande européenne et à nos standards.

Q - Et du coup la ratification ce sera après les Européennes ?

R - Cela viendra le moment venu, dès que les éléments et l'étude d'impact sera prête.

Q - Merci beaucoup. Vous êtes secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et vous attendez, ou vous avez eu un coup de téléphone, puisqu'on va parler du remaniement dans un instant, qu'on attend bien entendu dans les heures, maintenant, qui arrivent. Merci Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Merci à vous./.